

formateurs en logistique, des formateurs en électricité – même chez les sous-traitants, même eux ont du mal à en trouver. Nous avons quand même un levier de réactivité auquel nous recourons.

Confiance au président et au rapporteur

Mme la Présidente - La confiance est accordée, à l'unanimité des membres, à la présidente et aux rapporteurs pour l'élaboration du rapport.

La séance est suspendue.

- La séance est suspendue à 12 heures 22 minutes.

REPRISE DE LA SÉANCE

- La séance est reprise à 15 heures et 14 minutes.

Mme la Présidente. - La séance est reprise.

(Mme Vandorpe, Vice-présidente, prend place au fauteuil présidentiel)

INTERPELLATIONS ET QUESTIONS ORALES

QUESTION ORALE DE M. LEGASSE À MME TILLIEUX, MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION, SUR « LA MISE EN PLACE DE CELLULES DE RECONVERSION POUR CATERPILLAR »

QUESTION ORALE DE MME GONZALEZ MOYANO À MME TILLIEUX, MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION, SUR « LA VALIDATION DES COMPÉTENCES DES TRAVAILLEURS DE CATERPILLAR BELGIUM »

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle les questions orales à Mme Tillieux, Ministre de l'Emploi et de la Formation :

- de M. Legasse, sur « la mise en place de cellules de reconversion pour Caterpillar » ;
- de Mme Gonzalez Moyano, sur « la validation des compétences des travailleurs de Caterpillar Belgium ».

La parole est à M. Legasse pour poser sa question.

M. Legasse (PS). - Madame la Ministre, dans le drame social de Caterpillar, le fait que les pouvoirs publics aient pu récupérer gratuitement le site est une excellente nouvelle. Cela devrait aussi permettre de faciliter les négociations dans le cadre de la procédure Renault. Les cellules de reconversion devraient donc bientôt voir le jour, si ce n'est déjà le cas.

Je voudrais, tout d'abord, en profiter pour féliciter le Gouvernement wallon, le travail et le résultat. Ensuite, je souhaiterais poser quelques questions au sujet des cellules de reconversion.

Avez-vous une idée plus ou moins précise de l'agenda de la mise en place des cellules de reconversion pour les travailleurs de Caterpillar ?

Dans les 4 millions d'euros que la Région wallonne attribue à l'accompagnement des travailleurs de Caterpillar, sous-traitants compris, la cotisation européenne est-elle incluse ou pas ?

Mme la Présidente. - La parole est à Mme Gonzalez Moyano pour poser sa question.

Mme Gonzalez Moyano (PS). - Madame la Ministre, 98 travailleurs de Caterpillar Belgium à Gosselies ont obtenu le titre de compétences de conducteurs de chariots élévateurs frontaux depuis le lancement des épreuves, mardi dernier. Vingt-deux autres membres du personnel du site ont obtenu un titre de compétences en tant que tuteurs en entreprises.

Ces épreuves sont organisées par le Consortium de validation de compétences qui réunit, en Wallonie, le FOREm, l'enseignement de promotion sociale et l'IFAPME. Les syndicats et la direction de l'entreprise sont également partenaires. L'objectif de ce travail de validation est de permettre à des travailleurs d'obtenir un titre pour des compétences qu'ils ont développées dans l'entreprise.

D'après le directeur au Consortium de validation de compétences, M. Alain Cock, concernant le titre de conducteur de chariots élévateurs frontaux, le taux de réussite est de 90 %. Il est de 96 % pour le titre de tuteur en entreprises. Selon lui, ces taux exceptionnellement hauts s'expliquent par le public auquel sont accessibles les épreuves : des travailleurs toujours actifs ayant suivi des formations dans l'entreprise.

J'aimerais également savoir si l'obtention de ces titres de compétences aidera concrètement ces travailleurs. Si oui, dans quelle mesure ? Par ailleurs, d'autres épreuves de validation sont-elles prochainement prévues ?

Mme la Présidente. - La parole est à Mme la Ministre Tillieux.

Mme Tillieux, Ministre de l'Emploi et de la Formation. - Madame et Monsieur les députés, suite à la fermeture de l'usine Caterpillar à Gosselies, et donc au licenciement collectif du personnel, les représentants des travailleurs ont sollicité la mise en place d'une cellule de reconversion, en application du décret du 29 janvier 2004.

La mise en œuvre de la cellule a été organisée par les services du FOREm, en collaboration avec les

représentants des travailleurs et de l'employeur. La cellule de reconversion entame ses activités dès cette première semaine de mai et accueille les travailleurs licenciés issus tant de l'entreprise Caterpillar que de chez les sous-traitants. Les travailleurs licenciés seront accueillis sur trois sites en fonction de leur domicile : Châtelineau, La Louvière et Namur.

Anticipativement – et cela depuis le 18 avril –, sur le site de Caterpillar, des épreuves de validation de compétences ont été organisées à la demande des organisations syndicales, sensibilisées par la coordination syndicale des cellules de reconversion, mais aussi de la direction locale. Les formateurs de chez Caterpillar ont activement collaboré à la préparation de ces épreuves. Un ou plusieurs Titres de compétences, en fonction du profil des travailleurs, seront délivrés à ceux qui réussissent les épreuves de validation.

Le 15 mars, deux pistes permanentes d'évaluation ont été installées sur le site Caterpillar de Gosselies pour les épreuves de caristes. Afin de tester le processus, le lundi 20 mars dernier, cinq travailleurs ont passé avec succès la validation de leurs compétences de conducteurs de chariots élévateurs. Entre 300 et 400 travailleurs se sont préinscrits pour les épreuves de validation de leurs compétences de conducteurs de chariot élévateur frontal ou, parce que certains ont fait les deux, de tuteurs en entreprise.

Depuis le 3 avril dernier, à Gosselies, des séances de guidance pour ces deux titres de compétences prioritaires ont été planifiées pour confirmer les préinscriptions ou orienter les candidats vers un processus de formation ou de renforcement, également pris en charge par Caterpillar.

Dès le 18 avril, à 6 heures 42 minutes exactement, les validations du site Caterpillar ont commencé à raison de 16 travailleurs par journée pour les épreuves de caristes et de quatre par jour pour les épreuves de tuteurs. Ces sessions devraient être clôturées pour le 20 mai prochain. La programmation a été réalisée compte tenu des licenciements progressifs des travailleurs.

En date du 26 avril 2017, 141 épreuves de conducteur de chariot élévateur ont été organisées et 128 titres de compétence délivrés. Trente épreuves de tuteur en entreprise ont été organisées et 29 titres délivrés.

Des remédiations sont mises en œuvre à très court terme par Caterpillar pour renforcer la maîtrise de certaines compétences par les travailleurs qui n'auraient pas obtenu la certification professionnelle.

La préparation de la seconde phase est en cours de réalisation. Les peintres industriels pourront valider leurs compétences à partir de la seconde quinzaine de ce mois. Les métiers des industries technologiques

donneront ultérieurement lieu à des épreuves de validation dans les centres Technocampus et de l'enseignement de promotion sociale de Sambreville.

Pour favoriser la reconversion la plus rapide possible des travailleurs prochainement licenciés, le FOREm transmet, et cela depuis le début du mois d'avril, à l'entreprise Caterpillar les offres d'emploi qui pourraient convenir aux profils des travailleurs. Concrètement, le FOREm envoie chaque jour les offres d'emploi par courriel à un contact de référence chez Caterpillar, qui en assure le dispatching et l'affichage dans les différentes divisions de l'entreprise. Cette diffusion d'offres d'emploi est assortie d'une communication par courriel principalement pour les employés et les cadres. Les travailleurs ont également à leur disposition un mini-guide leur expliquant comment consulter les offres d'emploi sur le site Internet du FOREm.

Divers éléments sont à souligner :

- Le FOREm a reçu la liste des fonctions ouvriers/employés/cadres ainsi que les descriptifs de fonction. Il a ainsi pu établir la liste des correspondances entre les intitulés des fonctions exercées chez Caterpillar et les postes pour lesquels les entreprises wallonnes sont en recherche de candidats ;
- la démarche a fait l'objet d'une concertation sociale au sein de l'entreprise et se fait sur une base volontaire des travailleurs. Il s'agit d'une opportunité supplémentaire qui leur est proposée, il n'y a donc pas d'obligation de postuler ;
- le FOREm diffuse, depuis le 4 avril dernier, vers les travailleurs de Caterpillar ces offres d'emploi qui sont toutefois également transmises à d'autres demandeurs d'emploi ;
- le FOREm se montre proactif et invite largement les entreprises recruteuses à lui confier la gestion de leurs offres d'emploi.

Au 7 avril, quelque 300 offres d'emploi avaient déjà été transmises pour affichage chez Caterpillar. La démarche sera maintenue jusqu'à la fin des licenciements en tenant compte de la progressivité des départs par types de fonctions.

Sur le plan budgétaire, le Gouvernement, dès l'annonce de l'intention de fermeture de l'entreprise, a prévu les moyens permettant de faire face aux conséquences de la fermeture. Un budget de 4 millions d'euros a été inscrit au budget de l'exercice 2017 pour mettre en œuvre des mesures d'accompagnement. Ces moyens seront mis à disposition du FOREm pour la cellule de reconversion Caterpillar. Ils seront en outre complétés par un financement supplémentaire du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation qui va venir renforcer l'offre de la cellule de reconversion, avec des formations spécifiques plus personnalisées, un soutien à la reprise d'études, une prime à l'emploi distant, le

soutien et l'accompagnement à la création d'activités individuelles et collectives.

Des contacts réguliers sont pris avec la Commission européenne pour préparer la demande d'intervention du fonds. J'ai eu l'occasion d'en discuter également lors d'une rencontre il y a une dizaine de jours avec la commissaire Thyssen elle-même. Cette demande sera introduite dès que le seuil de 500 licenciements effectifs requis sera atteint. Je pense que c'est le cas actuellement.

Mme la Présidente. - La parole est à M. Legasse.

M. Legasse (PS). - Je remercie Mme la Ministre. J'avais déposé cette question il y a 15 jours et elle a été reportée pour les raisons que vous connaissez. Finalement, elle tombe on ne peut mieux, puisque les cellules sont actives depuis cette semaine, si j'ai bien compris.

Concernant le fond, j'avais juste une demande de précision. Parle-t-on de 500 travailleurs sous-traitants inclus ou exclusivement au niveau de la société Caterpillar ? C'est une sous-question, une demande de précisions.

Mme Tillieux, Ministre de l'Emploi et de la Formation. - La première vague de licenciements qui a eu lieu ici au 30 avril – ces travailleurs se retrouvent aujourd'hui dans les cellules de reconversion – atteint déjà les 500 travailleurs, quoi qu'il en soit.

Mme la Présidente. - La parole est à Mme Gonzalez Moyano.

Mme Gonzalez Moyano (PS). - Je remercie Mme la Ministre pour l'ensemble des réponses qu'elle a apportées, tant sur la mise en place des cellules de reconversion que sur la mise en place des formations spécialisées, qui vont voir le jour prochainement, d'avoir fait le point, de manière générale, sur cet important dossier qu'est celui de Caterpillar et qui concerne des milliers de travailleurs wallons.

(Mme Gonzalez Moyano, Présidente, reprend place au fauteuil présidentiel)

QUESTION ORALE DE MME RYCKMANS À MME TILLIEUX, MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION, SUR « LES AIDES À L'EMPLOI DANS LE SECTEUR DE LA SANTÉ ET DE L'ACTION SOCIALE »

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de Mme Ryckmans à Mme Tillieux, Ministre de l'Emploi et de la Formation, sur « les aides à l'emploi dans le secteur de la santé et de l'action sociale ».

La parole est à Mme Ryckmans pour poser sa question.

Mme Ryckmans (Ecolo). - Madame la Ministre, je vais vous appeler « Monsieur le Ministre » aujourd'hui, puisque j'avais posé ma question à M. le Ministre Prévot. J'aurais aimé qu'il me réponde, puisqu'un certain nombre de ces services dont il a la compétence, la santé et l'action sociale, recourent à des aides à l'emploi.

J'aurais voulu l'entendre sur l'impact de la réforme, notamment les APE, en lui demandant comment le maintien du volume de l'emploi pourrait être assuré sans coût supplémentaire pour l'employeur, alors que les propositions actuellement en débat continuent à évoquer le fait que l'ancienneté barémique ne soit pas prise en compte et que le calcul de la subside se fera sur base des montants effectivement dépensés lors de l'année de référence 2015.

Je sais qu'il y a des propositions pour lisser un petit peu l'enjeu de l'*annus horribilis*. J'aurais voulu savoir comment évoluent ces discussions et rappeler l'enjeu de la difficulté d'utiliser une année de référence quand les employeurs n'ont pas toujours la possibilité de remplacer leur personnel et d'utiliser 100 % de leur dotation. Cela a déjà été évoqué avec vous.

Comment la création de nouveaux postes pourra-t-elle être assurée dans le secteur de la santé et de l'action sociale ? Comment M. le Ministre Prévot envisageait-il la réponse à l'augmentation des besoins à couvrir dans le secteur des soins aux personnes ? Dans le cadre de la réforme du dispositif APE, quelle était sa position sur son impact de cette réforme dans le secteur dont il a la compétence ?

Comment de nouvelles structures émergentes ou des employeurs qui souhaitent accroître leur nombre d'employés pourront-ils le faire ? La cession des points sera-t-elle toujours possible ? Il semble que oui, mais il serait peut-être bon d'en préciser les modalités. J'aurais voulu avoir des précisions sur l'impact éventuel du transfert des emplois des titres-services vers les SAFA.

Plus généralement, j'aurais voulu des précisions sur le passage prévu des politiques d'emplois aux politiques fonctionnelles : les sous-secteurs qui seront concernés par les projets pilotes, en ce qui concerne les compétences en santé et action sociale et la manière dont le financement des soutiens aux politiques fonctionnelles pouvait être assuré.

Comment la concertation avait-elle pu avoir lieu ? Quel est l'état des discussions au sujet des APE rotatifs, puisque le financement sera issu de l'extinction du programme PTP ? Quels budgets pourraient être consacrés à des emplois de ce type dans le secteur de l'action sociale ? Avec quels profils de travailleurs ? J'évoquais la question du risque de précarisation